

BURKINA FASO



**SOIXANTE DEUXIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**



**DECLARATION
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
DJIBRILL YIPÈNÈ BASSOLE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION REGIONALE**

NEW YORK, 02 OCTOBRE 2007

(Vérifier à l'audition)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations
866 United Nations Plaza First Avenue, Suite 326/327A
New York, N.Y 10017 Tél.: (1) 212-308-4720/21*

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais d'abord, **Monsieur le Président**, vous adresser nos sincères félicitations pour votre élection à la présidence de cette 62^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale. Je suis convaincu que, grâce à vos talents de diplomate chevronné, vous saurez conduire à bien votre mandat. Vous pouvez compter sur la coopération de la délégation du Burkina Faso.

Je voudrais ensuite exprimer nos sentiments de profonde gratitude à votre prédécesseur, Madame Sheikha Haya Rashed Al Khalifa, pour la compétence avec laquelle elle a dirigé les travaux de la 61^{ème} session.

Il me plaît enfin de rendre hommage au Secrétaire général Ban Ki-moon qui nous aura donné, depuis seulement un an qu'il est à la tête de l'Organisation, la pleine mesure de son engagement en faveur de la paix et du développement, et de sa ferme volonté de poursuivre l'ambitieuse œuvre de modernisation de l'ONU que lui a léguée son prédécesseur, Monsieur Kofi ANNAN.

Monsieur le Président,

Au moment où je m'adresse à cette auguste Assemblée, le Burkina Faso connaît des inondations qui, cette année, ont endeuillé de nombreuses familles dans toutes les régions du pays. Les dizaines de morts, les milliers de sans - abri et de déplacés, la crise alimentaire et les épidémies subséquentes sont, au-delà des chiffres, le lourd tribut qu'un pays sahélien comme le Burkina Faso paye au réchauffement de la planète et à tous les autres phénomènes liés aux changements climatiques.

Je formule le vœu que les conclusions de l'important sommet tenu ici même le 24 septembre dernier sur les changements climatiques favorisent l'adoption de mesures idoines et urgentes qui mettront nos populations à l'abri de ce type de fléaux.

Monsieur le Président,

Les tensions de tous ordres qui secouent le monde, et particulièrement le continent africain, nous donnent des raisons de saluer le rôle que notre organisation joue dans la recherche et la consolidation de la paix.

Le Burkina Faso, qui préside la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, conscient qu'aucun développement durable n'est envisageable sans un environnement de paix et de stabilité, a fait de la résolution des conflits un axe majeur de sa diplomatie.

C'est pourquoi le Président **Blaise COMPAORE** s'est résolument engagé, en qualité de facilitateur, dans la recherche de solutions aux crises qui ont affecté les pays frères et voisins du Burkina Faso que sont le Togo et la Côte d'Ivoire.

Le Dialogue inter-togolais, qui s'est concrétisé par la signature en août 2006 à Lomé, de l'Accord Politique Global, porte aujourd'hui des fruits, à la satisfaction de tous les acteurs.

La dernière session du comité de suivi, tenue à Ouagadougou en août 2007, a constaté l'achèvement du processus de recensement électoral et la fixation de la date des élections législatives au 14 octobre 2007.

Les perspectives sont encourageantes au Togo et, au nom du Président **Blaise COMPAORE**, Facilitateur du Dialogue inter-togolais, je puis témoigner de la sincère volonté et du réel engagement des populations et de la classe politique togolaises à sortir leur pays de la crise, et à créer les meilleures conditions propices pour la reconstruction, la croissance et le développement.

Tout en remerciant la communauté internationale pour son assistance technique et financière, je l'invite à poursuivre son action en faveur des réformes institutionnelles, de la consolidation de la paix et du développement économique du Togo.

En République de Côte d'Ivoire, grâce à l'Accord politique de Ouagadougou signé le 4 mars 2007 entre le Président Laurent GBAGBO et le Secrétaire général des Forces Nouvelles Guillaume SORO, la fin des hostilités est désormais une réalité. C'est le lieu de les féliciter et de les encourager à persévérer dans la voix de la paix définitive en Côte d'Ivoire.

Le facilitateur du Dialogue direct entre les protagonistes de la crise ivoirienne, le Président **Blaise COMPAORE**, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, se réjouit de l'adhésion de l'ensemble de la classe politique et de tout le peuple de Côte d'Ivoire à l'Accord de Ouagadougou. Cet Accord traduit la volonté des parties de procéder à l'identification des populations, au recensement électoral et à l'organisation d'une élection présidentielle libre, ouverte et transparente.

Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1765 du 16 juillet 2007, a endossé l'Accord de Ouagadougou.

Je voudrais exprimer toute notre gratitude à l'Organisation des Nations Unies, qui soutient le Burkina Faso dans ses efforts pour l'instauration de la paix et de la sécurité, particulièrement en Afrique de l'Ouest.

Monsieur le Président,

En décidant de se porter candidat à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2008-2009, le Burkina Faso souhaite apporter sa contribution au triomphe d'un monde de justice et de paix sur le monde actuel où l'exclusion, l'intolérance et les frustrations font le lit de la violence et des actes de désespoir.

Je voudrais ici réitérer nos remerciements aux Etats membres de la CEDEAO et de l'Union africaine, qui ont décidé de faire de la candidature du Burkina Faso une candidature africaine. Notre vœu est que tous les membres de notre Organisation nous accordent à présent leur confiance. Nous saurons la mériter.

Monsieur le Président,

Le Burkina Faso demeure préoccupé par les situations de tensions et de conflits en Afrique et dans le monde.

Nous saluons la décision du Conseil de sécurité de déployer au Darfour une force hybride Nations Unies/Union africaine. Le Burkina Faso a décidé d'y prendre part, comme il l'a fait sur de nombreux autres théâtres d'opération. J'appelle la communauté internationale à donner une chance à la paix au Soudan, en dotant cette force hybride des moyens logistiques et financiers nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Quant aux protagonistes, ils devront tout mettre en œuvre pour que les prochains pourparlers constituent un jalon important du processus de réconciliation nationale et de pacification du pays.

Nous pensons également aux situations de conflits qui persistent en Somalie, et entre l'Ethiopie et l'Erythrée.

Monsieur le Président,

La zone saharienne que constitue le Nord du Mali et du Niger est secouée par des conflits armés. Le Burkina Faso exprime sa solidarité à ces deux pays voisins, et formule le vœu que des solutions durables puissent permettre d'y rétablir la paix et promouvoir le développement économique et social.

Monsieur le Président,

On peut se féliciter de l'évolution politique en Sierra Léone, qui vient de réussir brillamment l'organisation d'élections générales libres, démocratiques et transparentes.

Il s'agit là de la dernière illustration en date de l'ancrage progressif de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique. Partout sur le continent, celles-ci se sont indéniablement inscrites dans les agendas politiques.

Nous félicitons également le Gouvernement marocain pour avoir initié les pourparlers directs avec le Front Polisario sur l'avenir du Sahara Occidental. Par ce dialogue direct, les deux parties donnent la preuve de leur capacité à rechercher ensemble une solution politique mutuellement bénéfique. Nous les y encourageons vivement, convaincus, comme nous l'avons toujours été, que seule une solution politique négociée permettra de mettre fin à ce conflit.

Monsieur le Président,

Parce qu'il est au cœur de toute paix durable dans la région et dans le monde, le règlement du conflit israélo - palestinien doit rester une priorité absolue pour notre organisation. A cet égard, il est désormais établi que la seule solution est la création d'un Etat palestinien viable et aux frontières sûres et internationalement reconnues, aux côtés d'un Etat d'Israël également rassuré sur sa sécurité. C'est donc à cela que doivent désormais tendre tous nos efforts.

Monsieur le Président,

Tout en saluant l'existence de zones exemptes d'armes nucléaires, le Burkina Faso milite pour un traitement responsable, juste et équitable des crises dites du nucléaire.

Ma délégation est tout autant préoccupée par la prolifération et le trafic des armes légères et de petits calibres qui, il convient d'en prendre conscience, constituent pour les victimes, de véritables armes de destruction massive.

En Afrique de l'Ouest, le phénomène est particulièrement inquiétant, et son éradication commande une coopération soutenue entre les Etats, ainsi qu'un soutien conséquent de la communauté internationale. Le Burkina Faso, qui préside la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, a décidé d'en faire une de ses priorités.

La sous-région ouest africaine est également en train de se transformer en plaque tournante du trafic de stupéfiants. Cette situation appelle de notre part une réaction urgente et appropriée, en ce qu'elle est susceptible de déstabiliser les Etats, notamment en dérégulant leurs économies, en aggravant la criminalité organisée et la corruption.

Nous en appelons dès lors à la solidarité et au soutien de la communauté internationale, pour nous aider à éradiquer ce fléau le plus rapidement possible.

Ces questions préoccupantes seront certainement à l'ordre du jour de la Conférence sur : « Paix et sécurité en Afrique de l'Ouest : rôle de la Stratégie conjointe Union européenne-Afrique », que mon pays abritera le 12 novembre 2007. Initiative conjointe de la République d'Autriche et du Burkina Faso, cette importante rencontre sera l'occasion d'identifier les causes profondes des conflits et d'envisager les solutions à même d'assurer le développement durable des pays de la sous - région.

L'actualité dans de nombreux pays nous rappelle, **Monsieur le Président**, la cruelle réalité du terrorisme, qui reste un des défis les plus pernicioeux, donc les plus difficiles à relever. Nous devons dès lors faire preuve de la plus grande solidarité pour le circonscrire. Nous en appelons en particulier à la mise en œuvre diligente de la Stratégie globale des Nations Unies y relative, à une coopération internationale effective, au renforcement de l'arsenal juridique en vigueur et à la conclusion d'une convention générale dans les meilleurs délais.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

En oeuvrant pour la paix durable, nous offrons à nos Etats le meilleur gage pour la réalisation de leur développement économique.

Cependant, la conjoncture économique internationale, marquée du sceau de la mondialisation et de la libéralisation débridée, continue de frapper de plein fouet les économies faibles comme celle du Burkina Faso. Qui plus est, ces économies fragiles doivent affronter des règles commerciales inévitables.

En lançant depuis quelques années, au nom également de ses pairs du Bénin, du Mali et du Tchad, sa croisade contre les subventions aux cotonculteurs du Nord, le Président **Blaise COMPAORE** a voulu qu'il soit mis fin à l'une des pratiques les plus cyniques du commerce international. Nous espérons voir conclure les négociations de Doha, qui placeront le développement au cœur du commerce international.

Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, en particulier en Afrique, attendent de bénéficier de l'impact positif de ce commerce, avec l'espoir qu'il contribuera à leur épanouissement et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour eux, la pauvreté et la misère ne sont ni des statistiques, ni des évaluations, encore moins des projections. C'est la mère qui, par manque d'eau potable ou de dispensaire à dix kilomètres à la ronde voit mourir dans ses bras le bébé qu'elle a difficilement mis au monde ; c'est l'enfant avide de connaissances mais qui n'ira jamais à l'école ; c'est le père qui voit son unique fils affronter la colère de la mer et mettre en danger sa vie, en quête d'un mieux-être hypothétique de l'autre côté de la rive. Ce sont ces drames quotidiens dont nous pouvons tous ici porter témoignage.

Monsieur le Président, nous avons les moyens d'agir. Nous devons agir vite. Nous devons agir maintenant.

**Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Depuis quelques années, nous avons engagé l'ONU dans un processus de changements qualitatifs, pour lui donner les moyens de faire face aux exigences

du monde moderne, et de pouvoir répondre avec efficacité aux aspirations des peuples.

Cependant, si les acquis sont considérables, le chantier demeure vaste et les attentes pressantes. Nous devons donc faire preuve de volonté et de discernement, pour doter notre organisation de structures viables et de moyens adéquats.

Le Burkina Faso souhaite qu'au terme de ce processus, les torts faits par l'Histoire à l'Afrique et à d'autres parties du monde soient réparés, notamment au niveau du Conseil de sécurité.

Nous déplorons également l'injustice persistante faite à la République de Chine (Taiwan), dont la légitime aspiration à participer pleinement à la marche du monde est déniée.

Ce pays constitue pourtant un exemple réussi de démocratie et d'épanouissement social et économique.

En privant 25 millions d'hommes et de femmes du droit d'apporter leur contribution à la réalisation des principes et des objectifs des Nations Unies, notre organisation se prive également de sa propre quête de modernité et d'universalité.

Or, c'est cette ONU nouvelle, ouverte à tous, que le Burkina Faso appelle de tous ses vœux.

Monsieur le Président,

Le Burkina Faso réaffirme sa foi au multilatéralisme et au rôle de l'Organisation des Nations Unies comme instrument irremplaçable de paix, de développement et de promotion du dialogue entre les peuples.

Nous avons le devoir historique de les préserver et de les renforcer.

Je vous remercie.